

Extrait du Grands Reporters

<http://www.grands-reporters.com>

Il y a cinquante ans

Albert Camus reçoit le Prix Nobel de littérature…..

- Articles -

Date de mise en ligne : dimanche 30 septembre 2007

Date de parution : 30 septembre 2007

Grands Reporters

" Chaque génération, sans doute, se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait pourtant qu'elle ne le fera pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde se défasse."

« Je comprends qu'on discute mon Suvre. C'est à moi qu'elle paraît discutable, et en profondeur. Mais je n'ai rien à dire si on fait le procès de ma personne. Toute défense devient ainsi apologie de soi. Et ce qui est frappant, c'est cette explosion d'une détestation longtemps réprimée (&) Je ne m'explique pas l'extrême vulgarité de ces attaques. (&) Ces messieurs veulent, appellent, exigent la servitude. Ils seront probablement servis. A leur santé. »

L annonce

Le 16 octobre 1957, Albert Camus est attablé au premier étage d'un restaurant du Quartier latin lorsqu'un jeune chasseur vient lui annoncer qu'il a reçu le prix Nobel de littérature. Camus devient pâle, paraît bouleversé et commence à répéter inlassablement qu'il aurait dû aller à André Malraux. Il est vrai que le nom de Malraux avait été suggéré par divers groupements littéraires en France comme en Suède, et avait fait l'objet de nombreuses spéculations ; le Roi de Suède l'avait même reçu lorsqu'il était venu, sous les acclamations, donner une conférence sur Rembrandt à Stockholm. En cette année 1957, d'autres noms circulaient, comme ceux de Boris Pasternak, Saint-John Perse ou Samuel Beckett, qui tous allaient recevoir plus tard le Prix Nobel. C'est donc Albert Camus, à peine âgé de 44 ans qui aura le plus prestigieux des prix littéraires. L'annonce est un coup de tonnerre, car l'idée généralement admise est que le Prix récompense, couronne un Suvre déjà achevée, une carrière déjà accomplie. Il est vrai que vingt auparavant, Roger Martin du Gard avait été préféré à son aîné et maître André Gide, qui avait dû attendre encore dix ans pour se voir décerner le prix. Mais Camus n'est le candidat d'aucun groupe extérieur, d'aucune chapelle littéraire. Bien au contraire, il doute de lui à ce moment, il fait aveu de stérilité, ne se croit plus capable de créativité. Il est aussi l'objet d'attaques venant de tous les milieux de droite comme de gauche. Dans l'Express, François Mauriac fustige son jeune rival qui a pris position contre la peine de mort au moment où éclatent les affaires de torture commises pendant la « Bataille d'Alger » : « Abolir la peine de mort quand on rétablit la torture ? Un peu de logique, voyons, Camus ! » Sur le plan littéraire, il publie un de ses plus beaux livres, L'Exil et le Royaume, et Gaëtan Picon écrit dans la revue Mercure de France en mai 1957 : « Ici nous sommes ramenés à l'entre-deux, à la confusion, au mixte discret de l'existence ordinaire ». Le bruit de l'attribution du Prix court pourtant avec insistance « Quand son éditeur américain, Blanche Knopf, rendit visite à Camus à Paris au mois d'août, au retour de Stockholm, elle lui raconta qu'elle avait entendu mentionner son nom à propos du prix. « Nous en avons tous ri cela nous paraissait impossible », raconta-t-elle plus tard » .

Les réactions.

Bien sûr, les réactions sont innombrables dès l'annonce de l'attribution. Pour les milieux conservateurs, Albert Camus n'a jamais hésité sur la question algérienne. Il est, au contraire, un dangereux ami des « rebelles », une sorte de gauchiste dangereux de l'époque. Les milieux proches aujourd'hui des pieds-noirs « ultras » (toujours favorables cinquante ans après l'indépendance algérienne aux thèses de l'Algérie française) ont oublié tout cela, préférant ne retenir que le Camus du silence avant sa mort. L'hebdomadaire de droite Carrefour, observe qu'habituellement le prix Nobel est décerné après consultation du ministre des Affaires étrangères du pays concerné, mais que cette fois l'Académie suédoise a délibérément « favorisé un homme de gauche » plutôt qu'un partisan de l'Algérie française. « Quelle étrange et nouvelle forme d'ingérence dans nos affaires intérieures ! » Le commentaire le plus cruel venant de droite est celui d'Arts, où paraît en première page une caricature de Camus en tenue de cow-boy, avec des pistolets en mains, sous ce titre : « En décernant son prix à Camus, le Nobel couronne un Suvre terminée » .

L'auteur de l'article, Jacques Laurent (rédacteur en chef d'Arts, polémiste de droite et romancier populaire) écrit : « Les académiciens ont prouvé par leur décision qu'ils considéraient Camus comme fini ». A l'autre extrémité de l'éventail politique, Roger Stéphane, dans France-Observateur, affirme plus ou moins la même chose : « On se demande si Camus n'est pas sur son second versant et si, croyant distinguer un jeune écrivain, l'Académie suédoise n'a pas consacré une précoce sclérose ». Roger Stéphane qui avait servi de cible au mépris de Camus, croit tenir maintenant sa revanche. Il voit Camus très au dessous de Malraux, Camus étant pour lui une sorte de Sartre domestiqué. Dans Paris-Presse, Pascal Pia déclare que son ancien camarade n'est plus un « homme révolté » mais un « saint laïque » au service d'un humanisme suranné. Et dans l'ancien journal de Camus, Combat, le critique Alain Bosquet note que « les petits pays admirent les parfaits petits penseurs polis ». Albert Camus reçoit de la part des communistes dans l'Humanité une virulente critique, ce qui n'est pas étonnant compte tenu des positions de l'écrivain contre l'invasion soviétique de la Hongrie un an auparavant : « C'est le « philosophe » du mythe de la liberté abstraite. Il est l'écrivain de l'illusion. » Jean-Paul Sartre y va de sa formule assassine en disant de ce Nobel attribué à Camus : « C'est bien fait ! ». Dans son autobiographie, La force des choses, Simone de Beauvoir écrit : « Devant un vaste public, Camus déclara : « J'aime la Justice, mais je défendrai ma mère avant la justice », ce qui revenait à se ranger du côté des pieds-noirs. La supercherie, c'est qu'il feignait en même temps de se tenir au dessus de la mêlée, fournissant ainsi une caution à ceux qui souhaitent concilier cette guerre et ses méthodes avec l'humanisme bourgeois. » Saint John Perse écrit : « C'est assez pour le Poète, d'être la mauvaise conscience de son temps. ». Henriette Levillain propose de lire cette clause comme une attaque adressée à Albert Camus. En effet, Perse, comme il l'avouait à Claudel dans des lettres datant des années 1940-1950, méprisait l'existentialisme de Sartre et la pensée de Camus, qui amoindrissaient l'homme, et se détournaient de la recherche du divin dans le monde pour se contenter d'en constater l'absurdité. Camus, à qui on avait reproché son silence sur la guerre d'Algérie, serait la « mauvaise conscience de son temps ». La société parisienne de dénigrement, comme la baptise Camus, ignore et ne s'intéresse pas au fait que ce prix Nobel enthousiasme l'Europe tout entière et la jeunesse. « Elle s'adonne à la dérision aux dépens d'un écrivain décrété mineur tandis que tous les dissidents de l'Est explosent de joie. Dans leur presse clandestine, leurs « samizdat » célèbrent le livre qui fut et demeure celui de leur délivrance projetée : L'homme révolté. », note Jean Daniel. Lisons à ce propos Milan Kundera parler de Camus, de ce Prix Nobel attribué, des jalousies et des mesquineries parisiennes, du mépris à l'égard de ses origines sociales, des accusations de vulgarité portées contre cet homme du Sud, de l'Algérie : « Après l'anathème politique jeté contre lui par Sartre, après le prix Nobel qui lui valut jalousie et haine, Albert Camus se sentait très mal parmi les intellectuels parisiens. On me raconte que ce qui, en plus, le desservait, c'étaient les marques de vulgarité qui s'attachaient à sa personne : les origines pauvres, la mère illettrée ; la condition de pied-noir sympathisant avec d'autres pieds-noirs, gens aux « façons si familières » (si « basses ») ; le dilettantisme philosophique de ses essais ; et j'en passe. Lisant les articles dans lesquels ce lynchage a eu lieu, je m'arrête sur ces mots : « Camus est un paysan endimanché. (&) un homme du peuple qui, les gants à la main, le chapeau encore sur la tête, entre pour la première fois dans le salon. Les autres invités se détournent, ils savent à qui ils ont à faire ». La métaphore est éloquente : non seulement, il ne savait pas ce qu'il fallait penser (il parlait mal du progrès et sympathisait avec les Français d'Algérie) mais, plus grave, il se comportait mal dans les salons (au sens propre ou figuré) ; il était vulgaire. Il n'y a pas en France de réprobation plus sévère. Réprobation quelquefois justifiée, mais qui frappe aussi le meilleur : Rabelais. » L'éditeur Gallimard organise le 17 octobre une réception en l'honneur de Camus. Albert Camus arrive de bonne heure pour s'entretenir avec les journalistes, vêtu d'un élégant complet bleu marine à fines rayures, avec une cravate bleu sombre et une chemise blanche. On lui demande comment il a appris la nouvelle. « Avec beaucoup de surprise et de bonne humeur », répond-il. Son nom avait été mentionné à plusieurs reprises cette année-là, mais il n'avait pas pensé que cela pût vraiment se produire. « Je pensais, en effet, que le prix Nobel devait couronner une œuvre achevée ou du moins, plus avancée que la mienne. » Il déclare également : « Je tiens à dire que si j'avais pris part au vote, j'aurais choisi André Malraux pour qui j'ai beaucoup d'admiration et d'amitié, et qui fut un des maîtres de ma jeunesse. » Plus tard, André Malraux, quoi qu'il ait pensé de l'attribution du prix décerné à Albert Camus, n'hésitera pas à le féliciter et à bien marquer qu'il est sensible aux propos tenus par Camus à son sujet : « Cette réponse nous honore tous les deux. » Interrogé sur ses projets, il mentionne qu'il se consacre à son nouveau roman, dont le titre provisoire est Le premier homme, qu'il appelle un « roman d'éducation »&.. Toujours l'Algérie, le tourment de la guerre et de ses origines, la fidélité aux siens et à la justice pour les « indigènes »&.. Son plus beau livre, publié après sa mort.

Le 17 octobre, arrive une lettre de Kateb Yacine&.

Mon cher compatriote, Exilés du même royaume nous voici comme deux frères ennemis, drapés dans l'orgueil de la possession renonçante, ayant superbement rejeté l'héritage pour n'avoir pas à le partager. Mais voici que ce bel héritage devient le lieu hanté où sont assassinées jusqu'aux ombres de la Famille ou de la Tribu, selon les deux tranchants de notre Verbe pourtant unique. On crie dans les ruines de Tipasa et du Nadhor. Irons-nous ensemble apaiser le spectre de la discorde, ou bien est-il trop tard ? Verrons-nous à Tipasa et au Nadhor les fossoyeurs de l'ONU déguisés en Juges, puis en Commissaires-priseurs ? Je n'attends pas de réponse précise et ne désire surtout pas que la publicité fasse de notre hypothétique co-existence des échos attendus dans les quotidiens. S'il devait un jour se réunir en Conseil de Famille, ce serait certainement sans nous. Mais il est (peut-être) urgent de remettre en mouvement les ondes de la Communication, avec l'air de ne pas y toucher qui caractérise les orphelins devant la mère jamais tout à fait morte. Fraternellement, Kateb Yacine

Le discours

Le 10 décembre 1957, au moment de la clôture des cérémonies des remises des Prix Nobel, Albert Camus prononce un discours magnifique et prophétique sur l'avenir du monde privé de « ses dieux » et victime « d'une folle technologie ». sur le poids qui pèse sur les générations : [&] Chaque génération, sans doute, se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait pourtant qu'elle ne le fera pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde se défasse. Héritière d'une histoire corrompue où se mêlent les révolutions déçues, les techniques devenues folles, les dieux morts et les idéologies exténuées, où de médiocres pouvoirs peuvent aujourd'hui tout détruire mais ne savent plus convaincre, où l'intelligence s'est abaissée jusqu'à se faire la servante de la haine et de l'oppression, cette génération a dû, en elle-même et autour d'elle, restaurer, à partir de ses seules négations, un peu de ce qui fait la dignité de vivre ou de mourir. Devant un monde menacé de désintégration, où nos grands inquisiteurs risquent d'établir pour toujours les royaumes de la mort, elle sait qu'elle devrait, dans une sorte de course folle contre la montre, restaurer entre les nations une paix qui ne soit pas celle de la servitude, réconcilier à nouveau travail et culture, et refaire avec tous les hommes une arche d'alliance. [&]

Albert Camus dit que chaque génération, jusqu'à la fin de l'humanité, devra se battre contre l'instauration des « royaumes de la mort ». Mais la génération à venir aura surtout à se battre pour éviter que le « monde ne se défasse ». Comme Sisyphe, il lui faudra poursuivre l'effort, malgré l'atroce constatation que nous marchons sur les talons de la destruction, de la guerre et des fanatismes aux innombrables visages sous toutes les latitudes, tous points cardinaux confondus. Comment devancer les fléaux qui menacent ? « Le discours que prononce Camus à Stockholm est d'une si grande importance que l'on pourrait en recommander la lecture, aussitôt après le Premier homme, son roman posthume, à ceux qui veulent s'initier à son Suvre », note justement Jean Daniel. Camus tient souligné qu'avec lui, c'est un Français d'Algérie qui reçoit cette distinction mondiale. Il veut rappeler que parmi cette population, désignée sous le nom de « pieds-noir » que l'on dit alors constituée de colons aisés et sans scrupules, il peut se trouver des êtres issus des milieux les plus pauvres et capables de faire honneur à l'humanité. Le Camus algérien est entièrement dans ce rappel (ou ce défi) et on l'y retrouve mieux encore que dans la fameuse réplique, d'ailleurs toujours tronquée quand on la cite, qui fut celle de Camus en réponse à des étudiants algériens résidant à Stockholm : « Entre ma mère et la justice, je préférerai toujours ma mère ».

La polémique

Cette phrase célèbre, « la mère contre la justice », signifiant simplement qu'il redoute que sa mère, modeste femme européenne d'Alger, soit victime des violences qui secouent la ville, le poursuivra jusqu'à sa mort.&& Cette phrase,

passée à une malheureuse postérité, (« ma mère contre la justice ») n'est pas tout à fait exacte, si l'on en croit les Oeuvres complètes d'Albert Camus. Rendant compte de la conférence de presse donnée par Albert Camus le 13 décembre 1957, Le Monde publiait dans son édition du 14 décembre 1957 l'article suivant : « Interrogé sur un ton véhément par un jeune Algérien présent, il [Albert Camus] aurait alors répondu : « Je n'ai jamais parlé à un Arabe ou à l'un de vos militants comme vous venez de me parler publiquement... Vous êtes pour la démocratie en Algérie, soyez donc démocrate tout de suite et laissez-moi parler... Laissez-moi finir mes phrases, car souvent les phrases ne prennent tout leur sens qu'avec leur fin... » Constamment interrompu par le même personnage, il aurait conclu : « Je me suis tu depuis un an et huit mois, ce qui ne signifie pas que j'aie cessé d'agir. J'ai été et suis toujours partisan d'une Algérie juste, où les deux populations doivent vivre en paix et dans l'égalité. J'ai dit et répété qu'il fallait faire justice au peuple algérien et lui accorder un régime pleinement démocratique, jusqu'à ce que la haine de part et d'autre soit devenue telle qu'il n'appartenait plus à un intellectuel d'intervenir, ses déclarations risquant d'aggraver la terreur. Il m'a semblé que mieux vaut attendre jusqu'au moment propice d'unir au lieu de diviser. Je puis vous assurer cependant que vous avez des camarades en vie aujourd'hui grâce à des actions que vous ne connaissez pas. C'est avec une certaine répugnance que je donne ainsi mes raisons en public. J'ai toujours condamné la terreur. Je dois condamner aussi un terrorisme qui s'exerce aveuglément, dans les rues d'Alger par exemple, et qui un jour peut frapper ma mère ou ma famille. Je crois à la justice, mais je défendrai ma mère avant la justice. »

Amplifiée par la presse française de gauche, la polémique est énorme. La célèbre réplique de Camus à l'étudiant algérien à Stockholm éclipse la réception du prix dans la capitale suédoise. Pendant « La Bataille d'Alger », et durant toute l'année 1957, Albert Camus a suivi avec attention, intensément, différentes « affaires algériennes ». A plusieurs reprises, Yves Dechezelles et sa jeune assistante Gisèle Halimi lui demandent son appui pour sauver différents algériens musulmans condamnés à mort. Et, comme le souligne Herbert Lottmann dans sa biographie de Camus, « défendre un musulman accusé de terrorisme constituait un acte de bravoure »& Mais contrairement à d'autres intellectuels « libéraux » originaires d'Algérie, Albert Camus n'a pas pris de position tranchée sur l'indépendance de l'Algérie. Profondément attaché à sa terre natale, il tente d'adopter un discours plus nuancé, dénonçant les violences commises aussi bien par le FLN que par les forces françaises. De fait, lui qui dès les années 1930 dénonçait la misère des « indigènes » et l'oppression coloniale et qui était favorable à une décolonisation des esprits, vit comme un véritable déchirement la perspective d'un « divorce » entre l'Algérie et la France, semblant anticiper l'inévitable exode de la population européenne (« pied-noire ») au sein de laquelle il a grandi. Cela lui est amèrement reproché par les anticolonialistes « radicaux » français aussi bien qu'Algériens, tandis que les ultras le considéraient comme un « traître » favorable à l'indépendance. Ces derniers scandent « Camus au poteau » lorsque l'écrivain a voulu organiser une « trêve civile » en janvier 1956, avec l'accord du FLN et des libéraux d'Alger &. Profondément ébranlé par le drame algérien, l'écrivain pressent très vite la profondeur du déchirement entre les deux principales communautés. Il plaide pour le rapprochement, tente d'éviter l'irréparable, dit combien les « deux peuples se ressemblent » dans la pauvreté et une commune fierté ». En avril 1957, un lecteur du périodique anglais Encounter écrit à Camus pour lui demander d'expliquer ses positions sur « la campagne française en Algérie ». La réponse paraît dans Encounter du mois de juin est un « résumé » des positions adoptées par Camus pendant la guerre d'Algérie. Il s'y déclare favorable à la proclamation par la France de la fin du statut colonial de l'Algérie (avec les deux collèges de vote réduisant les Algériens musulmans à la catégorie de sous-citoyens), à la constitution d'une nation autonome fédérée à la France sur le modèle suisse des cantons (c'était en quelque sorte la position exprimée par Ferhat Abbas après la seconde guerre mondiale), qui garantirait les droits des deux populations vivant dans ce pays. Mais il ne peut, explique-t-il aller plus loin. Il ne veut pas s'engager dans un soutien aux maquis algériens, approuver le terrorisme, la violence qui frappe aveuglément les civils, plus d'ailleurs les Musulmans que les Européens. Il ne peut protester contre la répression française déployée pendant la « Bataille d'Alger » et garder le silence sur la violence exercée par les nationalistes algériens&.. Jean Daniel revient sur ce silence et la position de Camus : « Dans cette affaire algérienne, Camus, si proche en cela d'une Germaine Tillon, toujours « solidaire et solitaire », refuse qu'un écrivain puisse s'exclure de l'histoire de son temps. Mais il en arrive à penser, dès l'apparition du terrorisme et de la répression, qu'une certaine forme d'engagement s'impose. Toute dénonciation de la barbarie de l'un encourage celle de l'autre. Or il refusera toujours que la revanche puisse tenir lieu de justice, que le mal réponde au mal, que la violence soit encore accoucheuse d'histoire et que même Auschwitz puisse jamais justifier Hiroshima » .

Camus, de Lourmarin à Oran. La fin d'un exil ?

Le 12 juin 2005, à Oran s'est tenu le premier colloque en Algérie autour de la grande figure d'Albert Camus. En juin 2007, deux universitaires algériennes, Afifa Berhi et Naget Khadda, écrivent dans l'Introduction d'un recueil d'essais publiés autour de la figure de Camus, et publiés en Algérie : « Eminemment universelles, la pensée et l'écriture d'Albert Camus sont en même temps passionnément arrimés à la terre d'Algérie. Pourtant l'intelligentsia algérienne, parmi lesquels il comptait bien des amis et de nombreux admirateurs, l'a boudé au lendemain de l'indépendance de l'Algérie. Indexé sur le sud algérien de la question nationale à un moment où celle-ci se négociait par les armes, le différend, sans avoir été réellement apuré à ce jour, a cependant enregistré au cours de ces dernières années, un recul de la polémique, révélateur d'un apaisement des passions. » L'écrivain « pied-noir » fait lentement retour dans l'espace public algérien. Celui qui avait été cloué au pilori pour avoir, en pleine guerre d'Algérie, déclaré « préférer sa mère à la justice » parle de plus en plus aux jeunes générations, des côtes de la méditerranée. En mai 2006 le président de la République algérienne, Abdelaziz Bouteflika, déclare que la préférence ainsi donnée par Camus à la mère traduit un sentiment vraiment et profondément algérien. De nouveaux écrivains se revendiquent ouvertement de son héritage. Ainsi, prisonnier de labyrinthes absurdes, Yasmina Khadra, comme l'auteur de *L'Étranger* cherche l'explication des destins imperceptibles aux autres. Dans son dernier ouvrage, *L'attentat*, comme Meursault, l'innocent Amine au bout de son chemin est condamné à mort. « Privé, comme l'écrivait Camus des souvenirs d'une patrie perdue ou de l'espoir d'une terre promise. » Et dans un autre de ses livres, l'écrivain, Khadra, dans les pas de Camus, osait écrire : « Pourquoi faut-il, au crépuscule d'une jeunesse, emprunter à celui du jour ses incendies, puis son deuil ; pourquoi la nostalgie doit-elle avoir un arrière-goût de cendre ? » A contre courant de la haine qui se déverse pendant la guerre d'Algérie, Camus tente de comprendre pourquoi ce couple, la France et l'Algérie, apparemment soudé, se brise à grands fracas. Y a-t-il jamais eu de l'intimité entre eux ? Il en doute, l'exprime, et se réfugie dans sa « communauté » celle des Européens d'Algérie, comme plusieurs témoignages le laissent penser. A l'affût des âmes blessées, prenant comme toujours le parti de celui qui crée le trouble, Camus ne cesse d'intriguer. Rapport à la violence, refus du terrorisme, peur de perdre les siens et sa terre, nécessité d'égalité et de civilité devant le nationalisme des Algériens : son *Suivre* apparaît comme un palais dans la brume. Plus le lecteur s'en approche, plus l'édifice se complique sans pour autant perdre sa splendeur.

Résonances

Une grande partie de l'*Suivre* d'Albert Camus est habitée, hantée, irriguée par l'histoire cruelle et compliquée qui emportera l'Algérie française. Ses écrits rendent un son familier dans le paysage politique et intellectuel d'aujourd'hui. A la fois terriblement « pied-noir », et terriblement algérien, il adopte cette position de proximité et de distance, de familiarité et d'étrangeté avec la terre d'Algérie qui dit une condition de l'homme moderne : une sorte d'exil chez soi, au plus proche. La sensation de se vivre avec des racines, et de n'être ni d'ici, ni de là. Lorsqu'on le voit être un étranger chez lui, avec cette présence énigmatique, fantomatique, lointaine des « indigènes » simple figurants fondus dans un décor colonial, cela signale aussi une étrangeté au pays, et à soi-même. Camus est, pour moi, d'abord notre contemporain pour ce rapport très particulier d'étrangeté au monde. Il est aussi celui qui cherche, qui fouille dans les plis de sa mémoire les commencements d'une tragédie, d'une guerre, et décide de n'être pas prisonnier des deux communautés qui se déchirent. Il sera donc un « traître » pour les deux camps. A l'intersection de deux points de vue, ceux qui veulent se réapproprier une terre qui est la leur à l'origine, les Algériens musulmans, et ceux qui considèrent que cette terre leur appartient désormais, les Français d'Algérie, Albert Camus annonce ce que peut être la position d'un intellectuel : dans l'implication passionnée, ne pas renoncer à la probité, dans l'engagement sincère, se montrer lucide. Ses *Chroniques algériennes* (1939-1958) révèlent ce regard critique et subtil. Albert Camus est, enfin, celui qui refuse l'esprit de système et introduit dans l'acte politique le sentiment d'humanité. A ceux qui croient que seule la violence est la grande accoucheuse de l'histoire, il dit que le crime d'hier ne peut autoriser, justifier le crime d'aujourd'hui. Dans son appel pour une Trêve civile, préparée secrètement avec le dirigeant algérien du FLN Abane Ramdane, il écrit en janvier 1956 : « Quelques soient les origines anciennes et profondes de la tragédie algérienne, un fait demeure : aucune cause ne justifie la mort de l'innocent ». Il pense que

la terreur contre des civils n'est pas une arme politique ordinaire, mais détruit à terme le champ politique réel. Dans *Les Justes*, il fait dire à l'un de ses personnages : « J'ai accepté de tuer pour renverser le despotisme. Mais derrière ce que tu dis, je vois s'annoncer un despotisme, qui, s'il s'installe jamais, fera de moi un assassin alors que j'essaie d'être un justicier ». Les « années algériennes » de Camus résonnent toujours dans les conflits du présent, de la Tchétchénie au Moyen-Orient. Le tout-militaire affaiblit le politique et installe progressivement dans les sociétés une dangereuse culture de la force, de la guerre. A contre courant de la haine qui se déverse pendant la guerre d'Algérie, Camus a tenté de comprendre pourquoi ce couple, la France et l'Algérie, apparemment soudé, se brise à grands fracas. Y a-t-il jamais eu de l'intimité entre eux ? Il en doute, l'exprime, et se réfugie dans sa « communauté » celle des Européens d'Algérie, comme plusieurs témoignages le laissent penser. A l'affût des âmes blessées, prenant comme toujours le parti de celui qui crée le trouble, Camus ne cesse d'intriguer. Rapport à la violence, refus du terrorisme, peur de perdre les siens et sa terre, nécessité d'égalité et de fraternité devant le nationalisme des Algériens : son *Suivre* apparaît comme un palais dans la brume. Plus le lecteur s'en approche, plus l'édifice se complique sans pour autant perdre sa splendeur.

Benjamin Stora.

Post-scriptum : Dernier ouvrage publié : Les trois exils, juifs d'Algérie, Paris, Ed Stock, 2006.